

# CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. XII  
N. 10

## RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA 6ª SEDUTA DELLA 29ª SESSIONE

Recommandation 396

sur la sécurité européenne et  
le partage des charges au sein de l'Alliance

Annunziata il 16 gennaio 1984

L'ASSEMBLÉE,

(i) Consciente des multiples difficultés que soulève la comparaison des efforts de défense nationaux, mais concluant que les alliés européens assument une part très raisonnable des charges convenues, part qui est passée de 24% à 38% au cours des 25 dernières années et a connu sa plus forte augmentation au cours des années 1970; reconnaissant qu'en raison de l'importance de leur force de dissuasion nucléaire stratégique et de leur rôle mondial, les Etats-Unis consacrent à la défense une proportion de leur richesse nationale plus élevée que leurs alliés européens, et estimant toutefois que certaines améliorations particulières doivent être apportées aux efforts de défense;

(ii) Notant l'existence des forces nucléaires indépendantes de la France et du Royaume-Uni;

(iii) Considérant qu'un élément important du débat permanent sur le partage des charges réside dans les divergences d'attitudes des alliés européens et de l'administration américaine à l'égard des relations avec l'Union Soviétique et, par conséquent, dans les divergences de vues concernant l'ampleur nécessaire et la composition de l'effort de défense allié;

(iv) Estimant que ces divergences appellent un renforcement des consultations entre les alliés européens au sujet des politiques stratégiques et des problèmes de défense;

(v) Persuadée qu'au sein de l'Alliance, les relations politiques entre les membres européens et les Etats-Unis devraient rendre compte plus complètement de leurs contributions économique, politique et de défense à la sécurité de l'Europe occidentale au sens le plus large;

(vi) Consciente de ce que l'isolationnisme risque de se développer aux Etats-Unis au détriment de la sécurité occidentale, si les membres européens de l'Alliance ne parviennent pas à convaincre l'opinion publique et le Congrès américains de l'adéquation de la contribution européenne à l'effort de défense de l'O.T.A.N., et si l'opinion publique et les parlements européens ne manifestent pas, en retour, le prix qu'ils attachent à toutes les formes de la contribution américaine à la défense alliée;

(vii) Se félicitant par conséquent du rapport annuel présenté au Congrès par le secrétaire d'Etat américain à la défense sur les contributions alliées à la défense commune; des propositions de l'U.E.O. et des déclarations de l'Eurogroupe qui définissent l'ampleur de la contribution européenne;

(viii) Estimant que les plans de défense alliés et les engagements pris dans le cadre du Traité de Bruxelles doivent tenir compte des conséquences possibles des événements extérieurs à la zone O.T.A.N. et que, au cas où se produiraient des événements que les alliés s'accordent à reconnaître comme menaçant directement les intérêts vitaux de l'Alliance, tous les alliés doivent être immédiatement prêts à apporter leur concours dans la zone O.T.A.N. en vue de faciliter les déploiements de forces américaines en dehors de cette zone;

(ix) Rappelant que les problèmes de défense commune et l'adhésion des opinions publiques aux projets de défense nationaux ne peuvent être isolés de la qualité des relations économiques, politiques et monétaires entre les Etats-Unis et les membres de l'U.E.O.,

*Recommande au Conseil.*

A. De prier instamment les gouvernements membres de l'U.E.O. intéressés de définir collectivement à l'intention du Con-

seil de l'Atlantique nord les mesures nécessaires en vue:

1. — De maintenir et, dans les cas particuliers suivants, d'améliorer leurs efforts de défense:

(a) en maintenant collectivement l'objectif O.T.A.N. d'un accroissement des dépenses de défense en valeur réelle, aussi longtemps que se poursuivra l'augmentation du potentiel militaire soviétique, et en adhérant aux objectifs de force bienaux approuvés par les pays membres;

(b) en augmentant la capacité de l'Alliance de poursuivre le combat, en prévoyant au minimum trente jours de réserves de carburant, de munitions, de pièces de rechange et d'articles consommables, et en améliorant les capacités des forces de réserve;

(c) en portant au maximum la puissance de feu classique et en élevant le seuil nucléaire par l'introduction progressive des systèmes éprouvés faisant appel aux technologies nouvelles, développés et produits en commun sur une base équitable dans un cadre atlantique;

(d) en améliorant la souplesse, la mobilité, l'efficacité et la préparation au combat des forces d'intervention européennes, d'une part pour améliorer les contributions nationales à la force mobile ACE et, d'autre part, en cas de crise en Europe, pour compenser dans la mesure du possible tout détournement hors de la zone O.T.A.N. de renforts américains destinés à l'Europe;

2. — En cas d'événements extérieurs à la zone O.T.A.N. affectant leurs intérêts vitaux:

(a) de faciliter, en prenant toutes les mesures nécessaires dans la zone O.T.A.N., le déploiement de forces de n'importe quel pays de l'O.T.A.N. en dehors de cette zone;

(b) pour les pays membres de l'U.E.O. disposant du potentiel militaire approprié, de participer à ces déploiements;

3. — D'apporter un soutien uni et vigoureux aux efforts déployés par les Etats-Unis au nom de l'Alliance en vue de parvenir à des accords satisfaisants, équilibrés et vérifiables sur le contrôle des armements avec l'Union Soviétique dans le domaine des forces nucléaires stratégiques et à portée intermédiaire et, en cas d'échec dans ce dernier domaine à la fin de 1983, d'appliquer les décisions prises le 12 décembre 1979 par les pays membres de l'O.T.A.N. concernant le déploiement des missiles de croisière et des *Pershing II*;

4. — (a) D'approfondir et améliorer les délibérations en matière de défense européenne au sein du Conseil de l'U.E.O. et les consultations informelles au sein de l'Eurogroupe et de faire en sorte que la position européenne soit clairement exposée aux Etats-Unis, en particulier aux commissions et aux services du Congrès,

grâce à un effort d'information de l'opinion publique coordonné par les ambassades à Washington des pays qui assurent le secrétariat et la présidence en exercice de l'Eurogroupe;

(b) d'entreprendre un effort similaire avec l'aide de l'Assemblée de l'U.E.O. en vue d'expliquer au public et aux parlements européens la contribution que les Etats-Unis apportent à la défense alliée;

B. D'examiner, et de faire rapport à l'Assemblée:

1. — sur l'extension et l'approfondissement des activités du Conseil en matière de défense européenne dont la dernière définition date de 1957;

2. — sur l'obligation d'inviter tous les membres de l'U.E.O. à contribuer à renforcer le pilier européen de l'Alliance occidentale.

N.B. — Traduzione non ufficiale.

Raccomandazione n. 396  
sulla sicurezza europea e  
sulla ripartizione degli oneri in seno all'Alleanza

L'ASSEMBLEA,

i) consapevole delle molteplici difficoltà che pone il confronto tra gli sforzi di difesa dei diversi paesi, convinta tuttavia che gli alleati europei assumono una parte molto ragionevole degli oneri concordati, parte che è passata dal 24% al 38% nel corso degli ultimi 25 anni ed ha avuto il suo aumento più rilevante nel corso degli anni '70 riconoscendo che in ragione dell'importanza della loro forza di dissuasione strategica nucleare e del loro ruolo mondiale, gli Stati Uniti dedicano alla difesa una proporzione della loro ricchezza nazionale più elevata rispetto ai loro alleati europei, e valutando tuttavia che è necessario apportare alcuni particolari miglioramenti agli sforzi per la difesa;

ii) considerando l'esistenza delle forze nucleari indipendenti della Francia e del Regno Unito;

iii) considerando che un nodo importante del continuo dibattito sulla ripartizione degli oneri risiede nelle divergenze tra gli alleati europei e l'amministrazione americana sulle relazioni con l'Unione Sovietica e, di conseguenza, sull'ampiezza

necessaria e sul tipo di sforzo di difesa alleato;

iv) valutando che queste divergenze richiedono un rafforzamento delle consultazioni tra gli alleati europei in merito alle politiche strategiche ed ai problemi di difesa;

v) convinta che in seno all'Alleanza, le relazioni politiche tra i membri europei e gli Stati Uniti dovrebbero tener conto più ampiamente dei rispettivi contributi economici, politici e di difesa alla sicurezza dell'Europa occidentale nel senso più ampio;

vi) consapevole del rischio che l'isolazionismo si sviluppi negli Stati Uniti a scapito della sicurezza occidentale, se i membri europei dell'Alleanza non riescono a convincere l'opinione pubblica e il Congresso americano dell'adeguatezza del contributo europeo allo sforzo di difesa della NATO, e se l'opinione pubblica ed i parlamenti europei non manifestano, a loro volta, il valore che attribuiscono a tutte le forme del contributo americano alla difesa alleata;

vii) felicitandosi di conseguenza per il rapporto annuale presentato al Congresso dal Segretario di Stato americano alla difesa sui contributi alleati alla difesa co-

## IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

mune; per le proposte dell'UEO e le dichiarazioni dell'Eurogruppo che definiscono l'entità del contributo europeo;

viii) valutando che i piani di difesa alleati e gli impegni presi nel quadro del Trattato di Bruxelles devono tener conto delle possibili conseguenze degli avvenimenti esterni alla zona NATO e che, nel caso in cui si verificassero gli avvenimenti che gli alleati sono concordi nel riconoscere come una minaccia diretta agli interessi vitali dell'Alleanza, tutti gli alleati devono essere immediatamente pronti a collaborare nella zona NATO in modo da facilitare lo spiegamento di forze americane fuori di questa zona;

ix) ricordando che i problemi di difesa comune e l'adesione delle opinioni pubbliche ai progetti nazionali di difesa non possono essere separati dalla qualità delle relazioni economiche, politiche e monetarie tra gli Stati Uniti ed i membri dell'UEO;

*Raccomanda al Consiglio.*

A) di invitare i governi interessati membri dell'UEO a definire collettivamente per il Consiglio del Nord Atlantico le misure necessarie allo scopo:

1. — di mantenere e migliorare i loro sforzi per la difesa nei seguenti casi:

a) mantenendo collettivamente l'obiettivo NATO di un incremento delle spese di difesa in termini reali, fintantoché continuerà l'aumento del potenziale militare sovietico, e aderendo agli obiettivi biennali di forza approvati dai paesi membri;

b) aumentando la capacità bellica dell'Alleanza nel senso di prevedere un minimo di trenta giorni di riserve di carburante, munizioni, pezzi di ricambio e articoli consumabili, e migliorare la potenzialità delle forze di riserva;

c) portando al massimo la potenza di fuoco classica ed elevando la soglia nu-

cleara con l'introduzione graduale di sistemi collaudati basati sulle nuove tecnologie, sviluppati e prodotti in comune su una base equa nel quadro atlantico;

d) migliorando l'agilità, la mobilità, l'efficacia e la preparazione al combattimento delle forze d'intervento europee, da un lato per migliorare i contributi nazionali alla forza mobile ACE e, dall'altro, in caso di crisi in Europa, per compensare nella misura possibile qualsiasi dirottamento fuori della zona NATO di rinforzi americani destinati all'Europa;

2. — nell'eventualità che avvenimenti esterni alla zona NATO colpiscano i loro interessi vitali:

a) di facilitare, prendendo tutte le misure necessarie nella zona NATO, lo spiegamento di forze di un qualsiasi paese della NATO al di fuori di questa zona;

b) per i paesi membri dell'UEO che dispongono del potenziale militare appropriato, di partecipare a questi spiegamenti;

3. — di dare un sostegno unito e vigoroso agli sforzi spiegati dagli Stati Uniti a nome dell'Alleanza allo scopo di pervenire ad accordi soddisfacenti, equilibrati e verificabili sul controllo degli armamenti con l'Unione Sovietica nel campo delle forze nucleari strategiche e di portata intermedia e, in caso di insuccesso in questo ultimo campo alla fine del 1983, di applicare le decisioni prese il 12 dicembre 1979 dai paesi membri della NATO relative allo spiegamento dei missili di crociera e dei *Pershing II*;

4. — a) di approfondire e migliorare le deliberazioni in materia di difesa europea in seno al Consiglio dell'UEO e le consultazioni informali in seno all'Eurogruppo e di fare in modo che la posizione europea sia esposta chiaramente agli Stati Uniti, in particolare alle Commissioni ed ai servizi del Congresso, grazie ad

## IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

uno sforzo d'informazione dell'opinione pubblica, coordinato dalle ambasciate a Washington dei paesi che assicurano il segretariato e la presidenza di turno dell'Eurogruppo;

b) di intraprendere uno sforzo simile con l'aiuto dell'Assemblea dell'UEO, in modo di spiegare al pubblico ed ai parlamenti europei il contributo che gli Stati Uniti apportano alla difesa alleata;

B) di esaminare, e di riferire all'Assemblea:

1. — sull'estensione e l'approfondimento delle attività del Consiglio in materia di difesa europea la cui ultima definizione risale al 1957;

2. — sull'obbligo di invitare tutti i membri dell'UEO a rafforzare il pilastro europeo dell'Alleanza occidentale.